

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 4 avril au 18 avril 2025

Argentine : Levée du contrôle du change et flexibilisation cambiaire, le nouveau prêt du FMI donne une nouvelle dimension au plan de stabilisation

Le 11 avril, l'Argentine a signé un nouvel accord avec le FMI pour 20 Md USD sur 4 ans, et mené, dans ce cadre, des réformes d'ampleur de son régime cambiaire. Alors que le précédent programme avait pris fin en décembre 2024, cet accord, en négociation depuis des mois est un virage majeur pour le plan de stabilisation macroéconomique de J. Milei. En effet, les résultats atteints sur de nombreux indicateurs (excédent budgétaire, chute de l'inflation, reprise de l'activité), n'avaient pas permis de rétablir l'équilibre externe ni de renforcer l'accumulation des réserves. Ces dernières étaient en baisse ces dernières semaines, atteignant en termes bruts 24,5 Md USD au 11 avril, et les réserves nettes (en soustrayant le passif des réserves) restant largement négatives. Le montant total du programme, très supérieur aux attentes, avec un décaissement immédiat de 12 Md USD auxquels s'ajoutent 3 Md USD provenant de la Banque Mondiale et de la BID, permet de renflouer ces réserves, qui atteignent désormais 38,6 Md USD. Deux autres décaissements sont attendus du FMI en 2025 pour un total de 3 Md USD, qui dépendront de la capacité de l'Argentine à atteindre les cibles fixées par le FMI, notamment sur l'accumulation de réserves nettes.

LE CHIFFRE A RETENIR
12 Md USD
Le décaissement initial
du programme FMI
signé le 11 avril

Pour obtenir ce décaissement initial, l'Argentine a mis en place des actions préalables d'ampleur sur son régime cambiaire et une partielle levée du contrôle du change. Pour éviter une crise de ses comptes externes en raison de la pénurie de devises, l'Argentine disposait, depuis 2019, d'une série de mesures pour freiner les sorties de devises, ainsi que d'un taux de change contrôlé par la Banque centrale (parité glissante de 1 % face au USD depuis février). Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, la BCRA a annoncé le 11 avril la flexibilisation du régime de change, passant d'une parité glissante à une bande glissante. Le cours officiel du Peso fluctue désormais dans une bande comprise entre 1000 ARS/USD et 1400 ARS/USD (au-delà de cette bande, la BCRA peut intervenir), qui s'ouvre de 1 % par mois. De plus, le contrôle du change a été relâché, avec la fin du plafond à 200 USD d'achat de devises pour les personnes physiques, la facilitation des importations et la possibilité pour les entreprises étrangères de rapatrier leurs dividendes bloqués (depuis début 2025). Ces mesures constituent une avancée clé dans le plan de stabilisation macroéconomique de l'Argentine, bien que **certaines mesures de contrôle du change restent maintenues** et entravent toujours la libre-circulation des devises : obligation pour les exportateurs de liquider leurs devises auprès de la BCRA, délai d'accès aux devises pour les importations, dividendes des entreprises étrangères antérieurs à 2025...

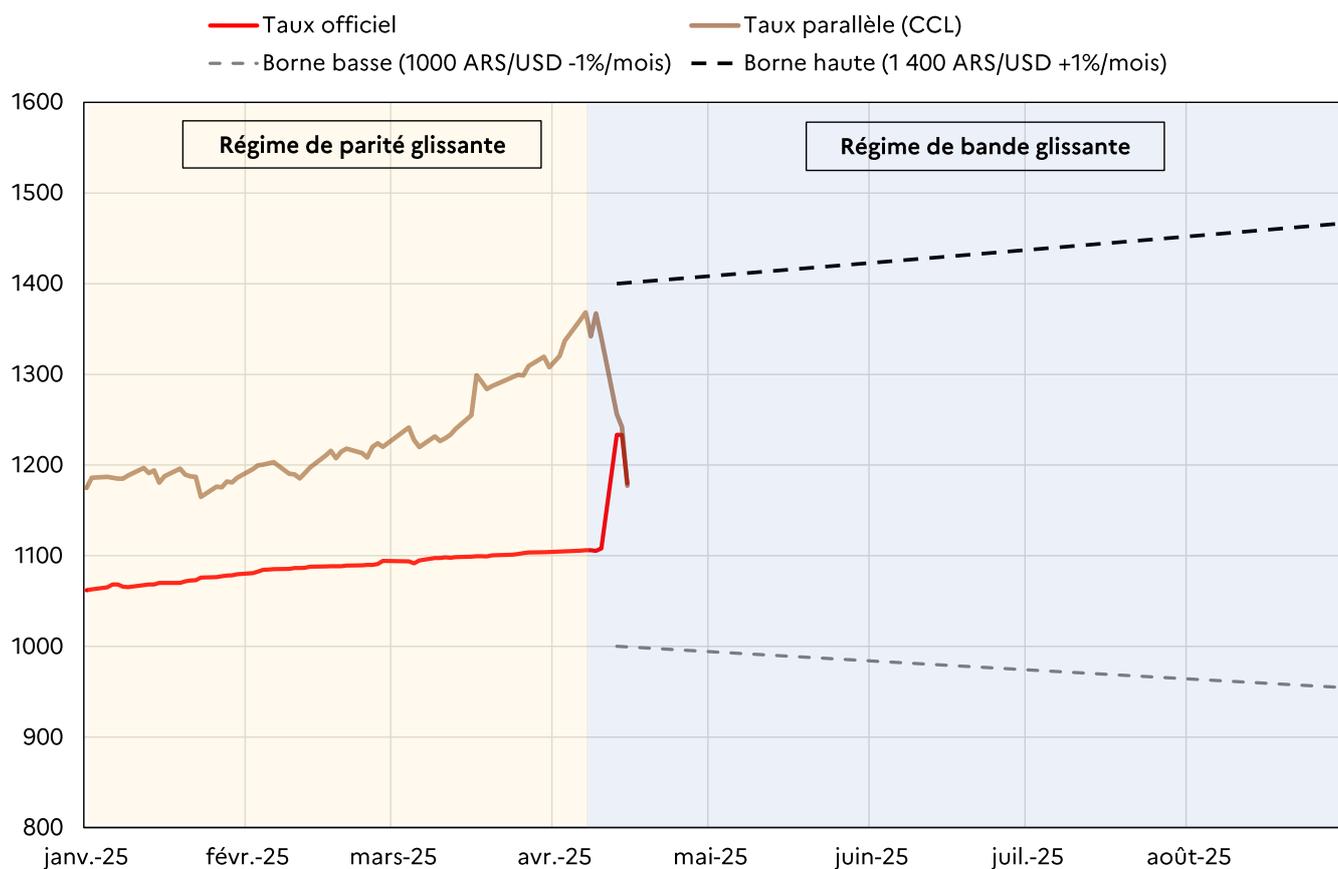
Ces réformes constituent un moment charnière dans le mandat de J.Milei : la levée, même partielle, du contrôle du change était plus qu'attendue par les Argentins et le secteur privé. Alors que la principale crainte de la flexibilisation cambiaire était une dépréciation massive du Peso, compte tenu de sa surévaluation, le taux officiel a bien résisté, avec une dépréciation de 6 % (atteignant 1170 ARS/USD). Avec l'appréciation des taux parallèles, grâce à la levée des barrières à l'accès aux devises, la brèche cambiaire a été réduite de 23 % à 2 %. Ces résultats, meilleurs qu'attendu, résultent i) de la hausse des exportations en début de semaine, que les exportateurs bloquaient ces dernières semaines en attendant la réforme cambiaire, ii) du haut niveau de décaissement initial du FMI, dissuadant les marchés financiers d'une attaque sur le Peso et iii) du faible niveau d'offre de Pesos, alors que la quantité de monnaie est contrôlée depuis juillet 2024. De plus, le recul des taux obligataires en devises (indice-risque pays en baisse de 19 %) laisse entrevoir la possibilité d'un retour sur les marchés internationaux de la dette dans les prochains mois, crucial pour assurer de la réussite du plan compte de l'ampleur des échéances de dettes dans les prochaines années (entre 25 et 30 Md USD par an) et des risques financiers internationaux.

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2024	-1,7%	2,6%	4,2%	3,1%
Inflation (fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2024	0,3%	-2,9%	-2,6%	-4,1%
Dettes publiques (% du PIB)	2024	83,2%	41,7%	39,7%	57,2%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dettes extérieures (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2025	27,1%	4,0%	3,8%	5,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,5%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	5,0%	2,2%	3,8%	2,5%
Croissance du PIB réel - FMI	2026	4,5%	2,5%	3,5%	2,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2026	3,5%	2,1%	3,8%	2,3%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Graphique de la semaine

Argentine : taux de change (ARS/USD)



Sources : Ambito, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Le gouvernement met partiellement fin au contrôle des changes

Les autorités ont annoncé le vendredi 11 avril une série de mesures visant à assouplir le contrôle du change (*cepo*). Le *cepo* consiste en un ensemble de règles visant à encadrer les transactions en devises étrangères, dans un contexte de pénurie structurelle de devises. L'Argentine, a connu différentes formes de *cepo* au gré des crises qu'elle a traversées. Le *cepo* « actuel » a été établi en 2011 sous le gouvernement de Cristina Kirchner, assoupli en 2015 à l'arrivée de Mauricio Macri, avant d'être réinstauré en 2019 face à l'amenuisement des réserves de change. Les principaux assouplissements annoncés sont les suivants :

- Fin de la limitation d'achat de devises à 200 USD/mois pour les personnes physiques ;
- Possibilité pour les entreprises étrangères de rapatrier les dividendes générés à partir du 1^{er} janvier 2025. Pour les dividendes générés antérieurement, la Banque centrale (BCRA) vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle série (*BOPREAL* série 4) d'obligations libellées en dollar et achetables en pesos, à échéance 3 ans, pour un montant d'émission qui atteindra 3 Mds USD (au taux d'intérêt à déterminer).
- Baisse des restrictions sur l'accès aux devises pour les importateurs argentins, avec : la possibilité d'accès aux devises dès l'entrée en douane (à partir de 30 jours auparavant) dans le cas général ; pour les PME, un accès aux devises lors du dédouanement au port d'origine (à partir de 30 jours après l'entrée en douane auparavant) ; accès dès la prestation pour les importations de service ; les importations de biens d'équipement peuvent être payées avec une avance de 30%, 50% lors du dédouanement au port d'origine et 20% lors de l'entrée en douane (avance unique de 20% auparavant et réservée aux PME) ; élimination de la restriction de 90 jours d'accès au marché des changes officiel si l'entreprise a acheté des devises sur les marchés parallèles
- Fin du régime de *dolar blend* pour les exportateurs (20% des devises générées étaient autorisées avec ce taux à être converties aux taux CCL, plus avantageux que le taux officiel)

Cette levée du *cepo* n'est que partielle, puisque de des restrictions subsistent notamment pour les importateurs. L'obligation de convertir les devises générées par les exportateurs sous 15 à 365 jours

(selon le bien/service exporté) à la BCRA au taux officiel subsiste également.

Hausse de l'inflation, supérieure aux attentes, au mois de mars

L'inflation mensuelle a augmenté en mars pour atteindre 3,7%, un niveau supérieur aux attentes (consensus à 2,6%), et aux 2,4% de février. Toutefois, en glissement annuel, l'inflation a reculé pour le 11^{ème} mois consécutif, à 55,9% (après 66,9% en février). Dans le détail, l'inflation sous-jacente a augmenté de 0,3 pp pour atteindre 3,2% en v.m. L'inflation des biens a augmenté de 1,5 pp et s'est établie à 3,6% en v.m., avec de nouveau une nette hausse de l'inflation alimentaire (+2,7 pp à 5,9%). L'inflation dans le secteur des services a également augmenté, de 0,9 pp, pour atteindre 4,0%.

Au-delà de la contribution des prix de l'alimentaire, la nette hausse de l'inflation en mars a été portée par l'inflation importée : sous le double effet des incertitudes sur le nouveau régime cambiaire et la montée des tensions commerciales au niveau mondial, les taux parallèles se sont largement dépréciés en mars (-6% sur le mois pour le CCL).

A court-terme, l'évolution des prix est incertaine, avec les changements de politique cambiaire (cf supra). Des facteurs pourraient jouer en faveur d'un tassement des tensions inflationnistes : i) le maintien d'un excédent budgétaire, qui permet de mettre fin à la monétisation du déficit budgétaire ii) le maintien d'une politique monétaire bien calibrée, permettant le contrôle strict de la quantité de pesos en circulation et un assainissement du bilan de la BCRA iii) la nouvelle baisse des restrictions sur les importations dans le cadre de l'assouplissement du *cepo*, qui devrait permettre de réduire leur coût.

Cependant, la flexibilisation du régime de change et l'assouplissement du *cepo* pourraient accroître conjonctuellement l'inflation. D'une part, l'assouplissement du *cepo*, qui facilite l'accès aux devises étrangères, pourrait exacerber la demande d'USD en cas de perte de confiance des agents économiques. D'autre part, une potentielle dépréciation, rendue *de facto* possible par le nouveau régime de change, créerait mécaniquement de l'inflation importée. Entre le 11/04 et le 16/04, le taux officiel s'est ainsi déprécié de 6%. C'est dans ce contexte que l'inflation attendue par le consensus de marché (enquête REM de mars de la BCRA, réalisée entre le 27 et le 31 mars) pour 2025 a été révisée à la hausse (par rapport à l'enquête de février), de 24% à 27,1%. L'inflation, principal baromètre de la popularité de

Javier Milei, sera à surveiller de près au cours des prochains mois en vue des élections d'octobre.

Visite du secrétaire au Trésor des États-Unis en Argentine

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, s'est réuni le 14 avril avec le président Milei et le ministre de l'Économie L. Caputo.

Durant sa visite, Il a salué les progrès du plan économique argentin après la levée partielle du contrôle des changes le 11 avril et a rappelé le soutien américain au programme du FMI. Dans un communiqué du Trésor américain, S. Bessent a réaffirmé le plein soutien des États-Unis aux réformes économiques « audacieuses » du président argentin, saluant le triple ajustement (budgétaire, monétaire, et maintenant de change), et l'a félicité pour les actions rapides de son gouvernement en vue de réduire les barrières au commerce réciproque avec les États-Unis.

L'arrivée de S. Bessent intervient alors que l'Argentine a répondu favorablement à deux revendications clés des États-Unis figurant dans le rapport de l'USTR (United States Trade Representative) sur les barrières commerciales i) la flexibilisation du contrôle des changes, facilitant les paiements d'importation et le rapatriement des dividendes et ii) l'autorisation d'importer des biens d'équipement d'occasion, notamment des machines agricoles. Ces efforts s'inscrivent dans le ralentissement stratégique de la guerre commerciale avec les États-Unis et visent à réduire les nouveaux droits de douane de 10% imposés par l'administration Trump sur les produits argentins le 5 avril dernier, et préparent le terrain pour un futur accord commercial avec les États-Unis.

En marge de ces discussions, le Secrétaire au Trésor américain a évoqué le swap de devises entre l'Argentine et la Chine, en soulignant que ce mécanisme devait être abandonné si les conditions économiques le permettent. Le mécanisme, d'un montant total de 18 Md USD, dont 5 Md USD sont activés, continue de jouer un rôle clé pour le niveau de réserves de la Banque centrale. La veille de la signature du programme FMI, la BCRA avait annoncé le renouvellement pour une durée d'un an du swap avec la Banque centrale de la République populaire de Chine.

Le président argentin a réaffirmé à cette occasion son souhait de signer un accord commercial avec les États-Unis. Les négociations pourraient s'intensifier, une réunion au niveau technique ayant été annoncée au lendemain de la visite du

Secrétaire au Trésor américain et devrait se tenir les 21 et 22 mai prochains. Cette annonce intervient au moment où les ministres des Affaires étrangères du Mercosur, qui se sont réunis à Buenos Aires le 11 avril, ont « convenu de la nécessité d'élargir temporairement la liste nationale des dérogations au tarif extérieur commun de chaque État partie à 50 codes tarifaires ». Par cette flexibilisation du tarif extérieur commun (TEC), J. Milei cherche à positionner l'Argentine comme un acteur davantage ouvert sur la scène internationale, en s'engageant dans une démarche de réduction des barrières commerciales, une orientation qui séduit particulièrement les États-Unis. Cette visite du secrétaire américain au Trésor en pleine intensification de la guerre commerciale entre les deux pays a ainsi revêtu une dimension très symbolique, illustrant le soutien de Washington à cette nouvelle phase de réformes économiques en Argentine qui se positionne petit à petit comme un acteur économique libéral et attractif sur la scène mondiale.

CHILI

Lancement du plan d'action chilien pour le corridor biocéanique routier, grand projet d'intégration régionale

Le 14 avril 2025, le Président Boric et le ministre de l'Économie, Nicolás Grau, ont présenté le plan d'action chilien pour la mise en œuvre du corridor bi-océanique routier, un itinéraire commercial ambitieux de plus de 2 400 kilomètres qui reliera les ports du sud du Brésil aux ports du nord du Chili (Antofagasta, Iquique et Mejillones) en passant par l'Argentine et le Paraguay. Ce plan d'action – dont l'application s'étend jusqu'à 2029, est le résultat du travail de la Commission de haut niveau pour le développement du corridor routier bi-océanique, créée en juillet 2024 et coordonnée par le ministre de l'Économie, et qui réunit également les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances, des Travaux publics, de l'Agriculture, des Transports et des télécommunications, et des Biens nationaux.

Les gouverneurs régionaux et les délégués présidentiels d'Antofagasta et de Tarapacá, ont mis en avant la pertinence de ce méga-projet d'infrastructures pour le développement et la diversification des activités économiques du Norte Grande. Pour le Chili, ce projet profitera surtout à l'exportation de produits miniers (cuivre et lithium), contribuera à la sécurité commerciale nationale et devrait accroître les opportunités d'investissements privés dans les secteurs de

l'exploitation minière, de l'agro-industrie et de l'industrie manufacturière. Le dynamisme de la mine en Argentine (notamment du lithium dans la région de Salta) avait d'ailleurs mis en lumière, dès fin 2023, la localisation clé des ports chiliens pour l'exportation vers les marchés asiatiques des minerais argentins.

Avec l'ambition d'être la première alternative au Canal de Panama, cette route devrait également favoriser une intégration commerciale régionale encore lacunaire. Les trois pays du corridor bi-océanique ne représentaient en effet 12 % des échanges totaux du Chili, près de trois fois moins que la Chine (32 %)¹. Outre le renforcement des échanges avec les pays voisins et la stimulation du développement économique du Cône sud, cette initiative devrait également permettre aux pays associés de réduire leur dépendance aux ports atlantiques, souvent congestionnés. A l'heure où la Chine s'est imposée comme un partenaire commercial majeur des pays d'Amérique latine, l'ouverture d'une route facilitant l'accès au marché asiatique pour les régions orientales devrait renforcer cette tendance.

La feuille de route de la Commission met l'accent sur les axes d'actions prioritaires, notamment la consolidation des contrôles aux frontières, les projets de modernisation des infrastructures routières dans le nord du pays, le développement logistique pour accroître la capacité portuaire, et la nécessité d'une action coordonnée en matière de normes de contrôle et de procédures douanières entre les quatre pays impliqués. Ce volet routier, soutenu par les quatre pays concernés, reste toutefois limité au vu du projet global de corridor bi-océanique visant à développer des infrastructures de connectivité régionale, nécessitant d'importants investissements ainsi qu'un dialogue politique soutenu.

Dépréciation du peso chilien : un défi pour l'économie dans un contexte de tensions commerciales

Au cours du dernier mois, le peso chilien s'est déprécié de 6 % par rapport au dollar américain. Cette baisse survient dans un contexte économique instable après les annonces du Président Trump concernant les droits de douane sur les produits importés aux États-Unis, et est en partie due à la chute du prix du cuivre. En tant que principal produit exporté vers les États-Unis, le cuivre subit lui aussi les effets d'une dynamique

déjà fragilisée par les tensions commerciales et a enregistré une baisse record de 14,4 % en ce début du mois d'avril – sa plus importante baisse hebdomadaire depuis 2011. En dépit d'une relative reprise, le marché du cuivre reste sous pression, accusant un net repli par rapport aux niveaux atteints fin mars. Le Chili, mais également le Canada et le Pérou, qui à eux trois fournissent aux États-Unis 94% de son cuivre, ont répondu aux investigations ouvertes par la nouvelle administration américaine, indiquant contribuer à la sécurité d'approvisionnement du pays et ne pas poser de risques pour la sécurité nationale.

Dans ce contexte, la question de la parité avec le USD revêt une importance cruciale pour l'économie chilienne et le peso, traditionnellement ouverte et fortement tributaire de ses exportations, en particulier de cuivre. Une dépréciation prolongée du peso pourrait notamment avoir comme conséquence un alourdissement du coût des importations et une accélération de l'inflation. La dépréciation observée est néanmoins à relativiser, le peso chilien s'étant apprécié sur les trois premiers mois de l'année, récupérant son niveau d'octobre 2024, après avoir atteint un plancher début janvier.

Dans un environnement international particulièrement volatil, **la Banque centrale du Chili a choisi lors de sa dernière réunion de politique monétaire, le 21 mars dernier, de maintenir son taux directeur à 5 %**. Cette décision, adoptée à l'unanimité, témoigne d'une volonté de stabiliser l'inflation sans compromettre la croissance dans le climat d'incertitude actuel.

Pour contenir la pression sur sa devise, le Chili entend engager des négociations avec les États-Unis afin notamment de préserver le libre-échange du cuivre. La visite de la Secrétaire d'État aux relations économiques internationales, Claudia Sanhueza, à Washington cette semaine, traduit la volonté forte des autorités chiliennes « d'ouvrir un canal de discussion » et de le maintenir ouvert avec l'administration Trump. La réunion avec le Représentant américain au Commerce, Jamieson Greer a permis la signature d'une feuille de route prévoyant deux autres réunions au cours du premier semestre, dont l'une de la Commission de mise en œuvre du traité de libre-échange entre les deux pays. Une réunion clé puisque les autorités chiliennes entendent maintenir le dialogue avec les États-Unis strictement dans ce cadre.

Parallèlement, les récentes visites du président Boric chez ses partenaires asiatiques tels que l'Inde

¹ [Comercio por país - exportaciones \(millones de USD - FOB\)](#)

(brève du 03/04) et la Chine confirment la volonté du pays de diversifier ses partenaires commerciaux afin de renforcer la résilience de son économie.

PARAGUAY

La Banque interaméricaine de développement et la Banque Mondiale annoncent 2 Mds de financements au Paraguay

James Scriven, le Directeur exécutif de BID Invest, le bras armé de la BID dédié au développement du secteur privé, a annoncé le 31 mars un portefeuille de prêts d'un milliard de dollars pour encourager les investissements privés au Paraguay. Le représentant de la BID dans le pays, Alonso Chaverri, a par la suite précisé que les entreprises paraguayennes pourront bénéficier de financements directs à partir de 10 M USD, et que l'accès au crédit sera facilité pour les PME à travers un soutien des institutions financières locales. Quant aux secteurs prioritaires, Alonso Chaverri s'est référé aux trois piliers de la BID identifiés conjointement avec le gouvernement paraguayen dans la cadre de la nouvelle stratégie pays 2025-2029, à savoir l'économie verte, la productivité et l'accès au système de santé. Cette annonce s'inscrit dans la lignée de la décision du Conseil des Gouverneurs de l'institution qui a approuvé en 2024 une augmentation du capital de BID Invest de 3,5 Mds USD et qui, selon Alonso Chaverri, atteste de la confiance de l'institution dans la capacité et le potentiel de croissance du Paraguay. Le pays sera également mis à l'honneur en 2026 : Asuncion accueillera en effet les assemblées annuelles de la BID en mars 2026, une occasion de démontrer son potentiel aux représentants de plus de 48 pays qui participent chaque année à cet événement.

Le 1^{er} avril, le président de la Banque Mondiale Ajay Banga, alors en visite à Asuncion, a annoncé une nouvelle ligne de financement d'un milliard USD destinée au renforcement des infrastructures, de l'éducation et du secteur privé. La visite de Ajay Banga a été considérée comme « historique » au Paraguay, la dernière visite d'un président du groupe de la Banque Mondiale datant de 1976. Ajay Banga a souligné la solidité macroéconomique du pays, qui a rejoint la catégorie « investment grade » en 2024, et mis l'accent sur la création d'emplois pour les plus jeunes afin d'éliminer la pauvreté.

URUGUAY

L'Uruguay relève son taux directeur à 9,25% face à l'augmentation de l'inflation

La Banque Centrale Uruguayenne (BCU) a relevé son taux d'intérêt directeur à 9,25% le 8 avril dernier, et poursuit sa politique monétaire restrictive, marquant la troisième hausse consécutive de 0,25 pnb décidée par la Banque centrale. Cette décision marque la première réunion de politique monétaire du président de la BCU, G. Tolosa depuis sa prise de fonction le mois dernier. Derrière cette hausse des taux, l'institution monétaire justifie sa décision par sa volonté de freiner la hausse des prix à la consommation en réduisant l'inflation actuelle (5,7% en mars 2025 en g.a), et d'ancrer les anticipations d'inflation à son objectif de 4,5% par an.

En effet, l'inflation annuelle en Uruguay a augmenté en mars, après 4,7% g.a en février et s'explique en partie par des effets de base par rapport à 2024 plutôt qu'à des pressions inflationnistes. L'inflation sous-jacente (hors produits volatils) est bien restée dans la fourchette cible de 3 % à 6 % pendant presque deux ans, et pourrait baisser dans les prochains mois selon le président de la BCU. Cependant, les anticipations d'inflation à deux ans restent proches du plafond de cette fourchette : les institutions financières anticipent une inflation à 6,1%, tandis que les entreprises la voient à 6,5% d'ici la fin de l'horizon de politique monétaire de 24 mois fixé par la Banque centrale. Bien que l'Uruguay ait réussi à maintenir son inflation dans la fourchette cible deux années consécutives, la stabilité des prix reste un enjeu; l'inflation a atteint 6,3% par an en moyenne entre 2022 et 2024, un niveau modéré mais non négligeable qui pousse les autorités à rester prudentes, notamment face aux hausses sectorielles observées dans les transports, les loisirs ou la restauration. Cela dit, la situation uruguayenne contraste nettement avec celle de l'Argentine voisine qui elle a enregistré une inflation moyenne de 126,7% sur la même période.

Dans un contexte international incertain, amplifié par les nouvelles mesures tarifaires des États-Unis, les risques de ralentissement économique s'accroissent, mais ouvrent aussi la voie à des opportunités pour l'Uruguay. Les politiques tarifaires américaines pourraient contribuer au processus de désinflation en Uruguay en faisant baisser les prix des matières premières comme le pétrole et les denrées alimentaires, que l'Uruguay

exporte en quantités importantes, selon le Comité de politique monétaire. Pour rappel, D. Trump avait instauré le taux plancher de 10% sur les importations uruguayennes aux Etats-Unis, le 4 avril dernier, marquant un tournant protectionniste majeur dans le monde. Avant même la guerre commerciale menée par Trump, un ralentissement de la croissance économique de l'Uruguay à 2,5 % en 2025 était déjà anticipé, contre 3,1 % en 2024 (Bloomberg).

Dans la région, les positions vis-à-vis de la politique monétaire sont assez diversifiées; tandis que l'Uruguay et le Brésil resserrent leur politique monétaire, d'autres banques centrales sud-américaines, comme celles de la Colombie, du Pérou et du Chili, ont maintenu leurs taux stables ces derniers mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent GUIET et Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr